Samedi 6 et dimanche 7 janvier 1979 – No 1003

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Ceux qui paient la note de l'hiver

L'HIVER est là et avec lui le froid. Comme chaque année, l'hiver apporte son lot de difficultés, voire de malheurs pour les travailleurs et surtout pour ceux qui, tels les chômeurs, les vieux, les pauvres en général, ont de faibles ressources.

En raison du chômage galopant, combien de familles ont des difficultés pour pouvoir se chauffer ? Dans la seule ville de Reims par exemple, près de 6 000 familles ont du retard dans le paiement des factures d'électricité. Le courant et avec lui le chauffage ont certainement été coupés pour un certain nombre d'entre elles. Combien de personnes âgées touchant une maigre retraite peuvent à peine se chauffer ? Il est nécessaire que les plus pauvres, les chômeurs, les vieux, les familles dans le besoin puissent par temps froid se loger, se vêtir chaudement.

Il faut exiger que l'électricité et le chauffage soient remis à ceux qui ne peuvent le payer.

Pendant que certains souffrent, d'autres se remplissent les poches. C'est le cas des spéculateurs. Le prix de certains légumes a connu depuis l'apparition du froid une hausse importante. Le froid n'explique pas tout. Il est établi que la spéculation sur les légumes organise la pénurie momentanée dans le but de faire monter les prix. Une fois que ces derniers seront susceptibles de leur faire faire de fructueuses affaires, les spéculateurs réapprovisionneront le marché. Les spéculateurs, ce sont les gros de la distribution. Leurs victimes sont les travailleurs qui doivent ou se priver ou payer le prix fort.

Le pouvoir, quant à lui, est parfaitement au courant, mais entre gens du même monde...

Autre « inconvénient » de cet hiver : les nombreuses coupures de courant. Non seulement des régions sont privées de courant car la neige a détérioré le réseau de distribution de l'électricité, mais la direction de l'EDF elle même organise des coupures. Ces derniers jours, dans la région parisienne, dans l'Ouest, dans le Midi méditerranéen, l'électricité a été coupée à plusieurs reprises. EDF prétend que la consommation est trop forte. Le directeur d'EDF annonce d'autres coupures dans les jours prochains. Le pouvoir n'aurait-il pas prévu qu'en hiver, on consomme davantage d'électricité ?

Et ses « économies d'énergie », c'est encore sur le dos des travailleurs qu'il les fait ! Voilà sans doute aussi un chantage pour mieux faire passer l'installation de centrales nucléaires là où la population n'en veut pas.

Henri MAZEREAU

Sommet de la Guadeloupe : Europe-USA

De nouvelles relations dans un monde où les rapports de force changent

(Voir page 3)

SIDERURGIE-LONGWY

Où va l'intersyndicale ?

APRES les opérations ville-morte du 19 décembre et le blocage des routes des 26 et 27, l'intersyndicale de Longwy vient de reprendre des initiatives en appelant les sidérurgistes à descendre à Nancy le 4 janvier pour faire pression sur le Conseil général.

1 000 à 1 500 travailleurs ont répondu à l'appel de l'intersyndicale, ce qui était endessous des prévisions. Le froid vif qui sévit sur la région n'est pas une explication suffisante, et il faut s'interroger sur les vertus mobilisatrices d'un raid de 110 kilomètres en autocar, et, qui plus est, destiné à peser sur les débats du Conseil général ! Il n'empêche qu'avec 1 000 ou 1 500 sidérurgistes on pouvait faire quelque chose ou ne rien faire. On pouvait investir le Conseil général, et l'opération fut tentée par un groupe à dominante CFDT dès le début de la manifestation. Mais les dirigeants CGT ne l'entendaient pas de cette oreille, ils avaient maintenu le maximum de travailleurs à une bonne distance de la préfecture, puis décidé un défilé en ville pour les éloigner de ce qui était pourtant la cible de la journée : le Conseil général.

En fait d'unité syndicale, c'est bien la division qui apparaissait sur la place Stanislas. La CGT a défilé dans l'ordre et la dignité en dénonçant les politiciens « vendus à l'étranger » (sous entendu aux Allemands).

La CFDT et FO ont manifesté à part en bloquant des carrefours. L'intersyndicale de Longwy sera-t-elle autre chose que celle de Thionville qui a mené les travailleurs à la défaite en 1977? On peut se poser la question au soir du 4 janvier. Signalons à ce propos un petit fait significatif : le 28 décembre, une trentaine de travailleurs de Longwy ont demandé à participer en observateurs aux réunions de l'intersyndicale, comme dans les Conseils municipaux, ont-ils dit. La CFDT les a appuyés. La CGT s'y est opposée avec les cadres. La démocratie de l'intersyndicale c'est la démocratie à huis clos !

Et pourtant la combativité est réelle. Mais va-t-on la décourager et l'épuiser en rallies ou en défilés promenade ? Ou va-t-on appliquer la démocratie prolétarienne et aider à se battre tous ceux qui veulent se défendre et qui refusent de refaire le coup de Thionville.

Qu'ils portent des badges CGT ou CFDT, les sidérurgistes dans leur grande masse veulent la lutte. Ils devront l'imposer à l'intersyndicale ou rejeter l'intersyndicale comme un outil rouillé pour se donner une structure qui leur permettra de se battre et de remporter des victoires.

Correspondant

L'agression vietnamienne contre le Kampuchea

• Kampuchea : la peur et le mensonge

Par M. Caldwell

• La Corée, la Roumanie et la Yougoslavie ne reprennent pas les thèses soviéto-vietnamiennes

(Voir pages 4 et 5)

A la frontière Vietnamo-cambodgienne. (Photos archives).

Cuba n'est pas à vendre, Brejnev a déjà acheté

LUNDI soir, 1er janvier, Fidel Castro a prononcé un discours à l'occasion du vingtième anniversaire de la révolution devant la session de l'Assemblée nationale cubaine réunie spécialement pour la circonstance en présence des représentants diplomatiques. Il s'en est pris avec virulence à « *la trahison du gouvernement chinois qui a vendu la révolution en échange de Taïwan, du crédit et de la technologie des Occidentaux* », osa-t-il affirmer.

Il s'agit là d'une contre-vérité et il est bien connu que les dirigeants chinois n'ont rien cédé de leurs exigences concernant Taïwan. Ce sont au contraire les USA qui s'inquiétaient de voir le Japon et les pays d'Europe occidentale développer leurs relations commerciales avec la République populaire de Chine, et, qui, désireux de s'implanter eux aussi sur le marché chinois, ont été contraints de rompre avec Taïwan, condition posée par Pékin depuis toujours à l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. En outre, la Chine gardera la maîtrise de l'aide accordée.

Pensant sans doute renforcer son propos, Fidel Castro ajoutait : « *Cuba n'est pas à vendre et n'échangera pas un seul de ses principes contre la base de Guantanamo, ni contre tout l'or des pays impérialistes réunis. Cuba ne peut être intimidé, ni acheté, nous ne sommes ni la Chine ni l'Egypte.* »

A la suite de ces attaques injurieuses, les représentants chinois et égyptiens quittèrent la salle.

Castro aurait-il oublié que le COMECON dominé par l'URSS achète à Cuba plus de la moitié de sa production de sucre qui représente environ 85 % des exportations, et que, par ce biais, c'est toute l'économie cubaine qui se trouve sous le contrôle de l'impérialisme soviétique ?

Castro aurait-il aussi oublié que pour plaire à ses maîtres, il développe depuis quelques annnes l'exportation d'une main-d'œuvre un peu particulière : des soldts cubains mis à la disposition du social impérialisme pour la réalisation de ses visées expansionnistes en Afrique ?

A moins qu'il ait seulement voulu laisser entendre qu'ayant déjà trouvé acquéreur, Cuba n'est plus à vendre.

2 résultats de la grève des ouvriers du pétrole iranien

LA crise actuelle en Iran et l'arrêt de la production de pétrole par ce pays apparait aujourd'hui avoir une conséquence indirecte mais très importante sur deux autres regimes honnis des peuples. L'Iran, en effet, fournissait 90 % du pétrole aux racistes d'Afrique du Sud et 75 % de celui d'Israël. Ce brusque arrêt des livraisons risque de les placer dans une position de penurie d'autant plus génante pour eux que la totalité des pays arabes et la plus grande partie des autres pays du tiers monde producteurs de pé role se refusent catégoriquement à leur en vendre. Il est de plus considéré par les experts comme très probable que, quelle que soit l'évolution des évenements en Iran, les livraisons ne se reproduiront pas.

A propos de la 3e session du Parti communiste chinois

Moderniser la Chine, c'est urgent

La modernisation : une exigence de tout le peuple chinois

LA 3e session plénière du Comité central du Parti communiste chinois, qui s'est tenue fin décembre, a pris une série de décisions qui intéressent l'activité de 900 millions d'hommes. Des sujets aussi importants que la pensée-maozedong, la Révolution culturelle, la démocratie et la légalité socialistes, la vie des paysans, la direction collective du Parti ont été traités. Mais, sans aucun doute, l'un des points les plus importants pour l'avenir de la Chine aura été de décider de « *centrer, à partir de 1979, l'activité de tout le Parti sur la modernisation socialiste du pays.* »

Moderniser la Chine, son industrie, son agriculture, sa défense, ses sciences et techniques est une exigence de tout le peuple chinois et pas seulement de quelques dirigeants. Quand on voit l'Inde de 1979 avec ses millions d'affamés et qu'on se souvient que c'était exactement la situation misérable de centaines de millions de Chinois il y a 30 ans, on mesure mieux les immenses progrès réalisés en Chine socialiste. Mais aujourd'hui, les Chinois veulent plus. Manger à sa faim, avoir du travail, des vêtements, aller à l'école : c'est déjà énorme pour la population d'un pays qui se dit lui-même pays du tiers monde.

Mais le peuple chinois veut passer à l'étape supérieure. Et quand on a vu les paysans chinois tirer avec peine des charrues à bras, parce qu'il n'y a pas encore assez de tracteurs ou de camions, quand on a vu deux familles habiter le même appartement parce qu'il n'y a pas encore assez d'usines de préfabriqués, on comprend mieux cette exigence de modernisation. « *Si le socialisme ne prouve pas sa supériorité sur le capitalisme, dans tous les domaines, alors à quoi bon faire la révolution ?* » pourraient se demander les travailleurs des pays capitalistes développés.

DÉFENDRE LA PAIX

Sur le plan international, la modernisation de la Chine socialiste a aussi une grande importance, surtout dans la conjoncture actuelle. Comme l'indique le communiqué de la 3e session du PCC : « *Pourrons-nous ou non accélérer la modernisation socialiste et améliorer sensiblement la vie du peuple et renforcer la défense nationale, grâce au développement rapide de la production ? c'est là un problème capital dont notre peuple se soucie au plus haut point et qui revêt une importance considérable pour la cause du progrès et de la paix dans le monde* ».

Car qui dit modernisation de la Chine, dit un pays plus fort, donc plus à même de résister aux agressions. Là encore, la Chine rend un grand service aux peuples du monde qui, tôt ou tard, seront confrontés à une 3e guerre mondiale. D'ailleurs, les événements actuels en Asie où le Vietnam n'a pas hésité à lancer 150 000 soldats contre le Kampuchea ne sont-ils pas préoccupants ? D'autant plus que nul n'ignore que derrière le Vietnam, on trouve l'URSS qui ne se contentera certainement pas du petit Kampuchea. Une Chine faible, sans moyens de production ou de défense modernes, n'est-ce pas plus tentant pour des impérialistes qu'une Chine forte et moderne ? C'est donc à une véritable course contre la montre que se livre le peuple chinois, une course que nous ne pouvons que soutenir de tous nos vœux, nous, peuples d'Europe que la 3e guerre mondiale n'épargnera pas.

RESPONSABLE DEVANT L'HISTOIRE

C'est d'ailleurs ce qu'a souligné un éditorial du *Quotidien du peuple* à propos de la décision de la 3e session du PCC : « *Si nous ne centrions pas l'activité du Parti et n'accélérions pas le rythme des 4 modernisations, si nous ne renforcions pas notre force réelle et n'améliorions pas les conditions de vie du peuple, il ne serait pas question de la consolidation de la dictature du prolétariat et nous ne pourrions éviter d'être exposés aux coups lorsque nous devrons faire face à une nouvelle guerre d'agression. Nous serions alors coupables devant l'histoire.* »

Que la Chine se modernise, qu'elle se modernise vite, c'est un service rendu à la cause de la paix.

Claude LIRIA.

Beverly Hills, c'est le quartier résidentiel de toute l'Amérique capitaliste. C'est là que les milliardaires possèdent leur palais somptueux, loin des regards et de la foule des pauvres parqués dans les ghettos pour Noirs ou les bidonvilles pour Mexicains. Berverly Hills, c'est une insulte à tous les opprimés du monde. C'est là que se prélassent, loin des morts de Machad et des tortures de la Savak, la princesse Sham, la sœur du Shah, et la mère du tyran, dans un palais acheté il y a quatre ans plus d'un quart de milliard. Mais c'est là aussi que mercredi, plus d'un millier d'étudiants iraniens résidant aux USA sont venus crier leur colère et leur haine de l'exploitation du peuple par la famille impériale. Pendant trois quarts d'heure, des combats d'une rare violence se sont poursuivi devant la demeure, dont plus une vitre ne restait intacte, entre les étudiants et la police américaine. Trente-cinq manifestants ont été blessés dont deux grièvement et une voiture de la police a été incendiée.

Le peuple ne peut se dispenser de la démocratie

Il serait abusif de croire que la décision de la 3e session du PCC de centrer l'activité de tout le Parti sur la modernisation signifie l'abandon de la lutte pour le développement de la démocratie. Au contraire, l'une sert l'autre. Comme l'indique le même éditorial cité dans l'autre article : « *Pour centrer l'activité de tout le Parti sur la modernisation du pays, il faut continuer à mettre à l'honneur la démocratie au sein comme en dehors du Parti, libérer notre pensée et développer la situation politique faite de stabilité et d'unité (...) Certains camarades, une fois qu'ils voient des gens critiquer la direction par le biais du dazibao ou qu'ils y trouvent quelques opinions inopportunes, estiment que c'est une entrave à l'unité et à la stabilité. Cela est tout à fait erroné. Il ne faut pas empêcher les masses de placarder des dazibaos car c'est un droit démocratique que leur confère la Constitution. Un parti révolutionnaire ne craint pas d'entendre la voix du peuple. Ce qui est le plus à craindre, c'est le silence total. L'unité et la stabilité ne peuvent se dispenser de la démocratie. C'est seulement en déployant la démocratie que nous parviendrons à créer une atmosphère politique faite d'entrain et de dynamisme et à réaliser l'unité et la stabilité.* »

A la Guadeloupe, Giscard, Schmidt, Callaghan et Carter parlent ... de l'URSS

VENDREDI 5 janvier, les présidents américain, anglais, allemand et français se retrouvaient à la Guadeloupe pour une rencontre au sommet de 48 heures. La réunion à huis clos qui n'a pas d'ordre du jour défini et ne devrait déboucher sur aucune décision est, selon les termes de Giscard, destinée à faire *« l'évaluation de la situation internationale »*. Plus précisément ce tour d'horizon pouvait concerner, toujours selon Giscard, *« les modifications de l'équilibre, la détente avec l'URSS, le nouveau tour donné aux relations avec la Chine, les conséquences de la non-paix au Proche-Orient et différents points chauds dans le monde »*. Autant dire que c'est en définitive l'URSS qui est au centre des conversations entre Giscard, Schmidt, Callaghan et Carter.

Ce sommet à quatre de la Guadeloupe est par sa composition le premier du genre. En effet, par le passé les sommets occidentaux ont été plus larges réunissant, outre les actuels participants, l'Italie, le Canada, le Japon et même en 1977 et 1978 une représentation de la CEE. Les questions économiques et monétaires occupaient une place importante dans leur ordre du jour.

Aujourd'hui, l'un des principaux dossiers abordés est celui de la sécurité en Europe, liée aux accords américano-soviétiques sur le désarmement. La deuxième partie de l'interminable négociation SALT sur la limitation des armements stratégiques est en passe de se conclure entre Washington et Moscou. Le bilan de cette négociation avec ses conséquences pour la défense européenne est de plus en plus d'actualité. En effet, à ce jour les principaux résultats des accords SALT sont tout d'abord d'avoir servi d'écran de fumée pour masquer une course aux armements effrénée entre les deux superpuissances. De ce point de vue, les capacités de destruction massive des USA et de l'URSS n'ont cessé de croitre au fil des ans. Et même au niveau de l'état-major US, on prévoit pour les cinq années à venir une augmentation respective de l'ordre de 20 % et 80 % des capacités atomiques pour les Etats-Unis et l'Union soviétique.

D'autre part les dernières années ont consacré un important déséquilibre des forces en Europe au profit de l'URSS. Cela contribue à entamer sérieusement la confiance des gouvernements européens dans la sécurité qu'offrirait face à l'URSS le « parapluie » américain. Or, c'est dans ce contexte que les Soviétiques voudraient imposer à la faveur d'un nouvel épisode des SALT une réduction des armements atomiques européens. Ce à quoi ni la Grande-Bretagne ni la France ne sont décidées. C'est ainsi que le général Mey, chef d'état-major de l'armée française, déclarait récemment : *« Nous estimons que la première étape du désarmement nucléaire doit être l'œuvre des grands et que nous ne saurions y prendre part avant que ceux-ci n'aient réduit de façon très sensible le volume de leurs arsenaux et mis un terme à la compétition qualitative échevelée à laquelle ils se livrent »*.

Bien entendu, la RFA placée au contact direct des forces du Pacte de Varsovie ne saurait approuver une telle réduction qui mettrait l'Europe encore plus à la merci des superpuissances.

Ce dossier de la sécurité en Europe semble devoir prendre de plus en plus d'importance dans les rapports avec les Etats-Unis témoignant ainsi de l'ampleur des préoccupations que suscitent l'expansion de l'URSS et la pression qu'elle exerce en Europe.

Dans la mesure où filtreront des informations sur la teneur des discussions, la rencontre de la Guadeloupe pourra permettre d'apprécier la capacité des trois grands pays européens à parler d'une voix unie face aux Etats-Unis.

Pierre MARCEAU

Le secrétaire américain à la Défense

Il y a un danger croissant d'une 3e guerre mondiale

LE secrétaire de la Défense américain, M. Brown vient de donner une interview à un journal américain. Ses déclarations sont particulièrement révélatrices de la rivalité des superpuissances et du danger de guerre mondiale qui en découle :

« Il y a un danger croissant pour que les Etats-Unis et l'URSS soient entrainés dans un troisième conflit mondial dont l'enjeu serait l'accès aux ressources naturelles ». M. Brown ajoutait qu'il était inquiet de l'aiguisement des intérêts contradictoires des deux superpuissances.

Matières premières

Le gouvernement veut réduire la dépendance de la France

LE dernier conseil des ministres vient de décider d'accentuer l'effort pour réduire la dépendance de l'économie française dans son approvisionnement en matières premières. La France doit importer 55 % des matières premières nécessaires aux besoins de son industrie. Ces importations portent sur des produits de première importance, tels que l'uranium, le minerai de fer, et des métaux non-ferreux. Deux mesures ont été décidées : la prospection des richesses du sous-sol français et le resserrement de la coopération avec les pays du tiers monde.

Hautement développée, l'industrie française ne trouve dans le sous-sol français que peu de matières premières. Elle est donc très dépendante en ce qui concerne son approvisionnement. Cette dépendance coûte de plus en plus cher au capitalisme français, mais surtout en cas de crise internationale elle peut mettre l'économie française en position très difficile.

Pour réduire cet état de dépendance, le gouvernement a décidé deux mesures. Tout d'abord, d'activer l'inventaire des ressources du sous-sol français. Un tel inventaire est déjà commencé depuis 1975. Un plan quinquennal a été mis sur pied qui se terminera en 1979. Il a permis de repérer des sites renfermant des minerais. La présence de plomb et de zinc a été décelée dans de nombreux endroits : Aveyron, Rhône, Morbihan, Manche, Ille-et-Vilaine, Nord, Côtes-du-Nord. Du tungstène a été repéré dans le Tarn, de la barytine et de la fluorine ont été trouvées dans les départements de la Nièvre et de la Loire.

Le gouvernement a décidé la mise en route d'un deuxième plan quiquennal (1980-1984). Les résultats de ces inventaires permettront ultérieurement l'exploitation des gisements sélectionnés.

La seconde mesure décidée par le gouvernement est le renforcement des liens de coopération avec les pays producteurs de matières premières. Ces pays sont essentiellement les pays du tiers monde. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la politique traditionnelle de la bourgeoisie français à l'égard de l'Afrique. De multiples initiatives ont été prises par Giscard pour resserrer les liens avec les pays africains.

En mai dernier, a eu lieu le 5e sommet franco-africain. En 1978, Giscard s'est rendu par deux fois en Afrique. La coopération franco-africaine tend à se développer avec des pays anglophones, tels que le Nigeria, le Ghana, le Mozambique, etc. L'intérêt que la bourgeoisie française porte à l'Afrique s'explique par le fait qu'une bonne partie des matières premières utilisées par l'industrie française provient de ce continent (la totalité de l'uranium et du cobalt, 94 % du tungstène, 76 % de la bauxite, 52 % du chrome, 30 % du minerai de fer). Cette coopération si elle est effectivement un facteur d'indépendance pour la France, l'est aussi pour la plupart des pays africains concernés qui doivent faire face aux ambitions de plus en plus pressantes de l'impérialisme soviétique.

La reprise de la coopération avec la France par la Guinée, pays lié à l'URSS, montre que l'unité des pays africains avec l'Europe est aujourd'hui un facteur d'indépendance pour l'Afrique également. Une telle coopération en effet, s'effectue de plus en plus sur une base d'égalité car la France n'est plus en mesure de faire la loi en Afrique.

Henri MAZEREAU

Au forum de *L'Expansion*

Les prévisions de Barre pour 1979

JEUDI Barre a dialogué avec 500 patrons au forum organisé par le journal patronal *L'Expansion*. Le premier ministre a fait état de ses prévisions pour la nouvelle année : elles ressemblent, comme deux gouttes d'eau se ressemblent, au bilan de 1978 : pour les travailleurs, Barre promet des salaires bloqués, du chômage et des licenciements supplémentaires.

Pour les prochains mois, le pouvoir s'est fixé comme objectifs prioritaires de *« défendre le franc »* et l'équilibre extérieur du commerce et de la balance des paiements, de limiter la hausse des prix et des salaires à moins de 10 %, de *« remettre en ordre les finances sociales »* et enfin créer de nouvelles entreprises et des emplois dans les régions touchées par la crise.

Sur ce dernier point, il est facile de se rendre compte que non seulement le pouvoir et le patronat ne font rien pour créer des emplois dans les régions en crise comme le Nord, la Lorraine, etc. Bien au contraire, dans ces régions, les patrons de la sidérurgie licencient à tour de bras. C'est la même chose dans les Vosges et dans d'autres régions. Alors parler de créer des emplois, c'est dire qu'on veut guérir son chien alors qu'on l'empoisonne.

En ce qui concerne la limitation des salaires par contre, on peut croire Barre sur parole. N'a-t-il pas d'ailleurs dit au forum de *l'Expansion* que sur cette question *« en 1978, les résultats ont été insuffisants. »* ?

Pour Barre, les salaires ont donc trop augmenté l'an dernier. Cette année Barre nous promet donc un blocage des salaires encore plus sévère. Mais, dit-il, le pouvoir d'achat va peut-être augmenter du fait du blocage des prix.

Comme on dit « il faut le faire » alors que les prix, Barre vient de les libérer. Cette libération a d'ailleurs fait son effet puisque, selon la CGT, globalement les prix ont augmenté en 1978 de 12 % (l'augmentation est de 21 % pour les dépenses de santé).

Barre a aussi dans le collimateur *« les finances sociales »* qu'il veut remettre en ordre. Par finances sociales, il entend principalement la Sécurité sociale. Le pouvoir va poursuivre la remise en cause des droits sociaux des travailleurs. Il s'agit aussi de l'indemnisation des chômeurs que le pouvoir envisage encore sans doute de diminuer.

Enfin le chômage est une priorité de l'action du pouvoir car de lui dépend aussi le profit des capitalistes. Barre a rappelé que les patrons ne doivent pas hésiter à licencier pour *« adopter les effectifs aux conditions de la production »*. C'est le profit qui commande.

Les prévisions de Barre devant les patrons sont sans ambiguité : l'offensive du pouvoir et du patronat contre les travailleurs se poursuivra. Quant aux patrons, ils s'apprêtent à faire de nouveaux et importants profits grâce aux salaires bloqués, aux prix élevés et aux restructurations.

Henri MAZEREAU.

Non au pillage des DOM-TOM

POUR renforcer son indépendance, la bourgeoisie française a non seulement décidé d'exploiter les ressources du sous-sol français mais également d'intensifier le pillage des richesses des DOM-TOM. En particulier elle va prospecter le sous-sol de la Guyane et continuer à piller le nickel de la Nouvelle-Calédonie. Les richesses des DOM-TOM appartiennent à leurs peuples et non à l'impérialisme français.

L'agression vietnamienne contre le Kampuchea

ALORS que 12 divisions vietnamiennes continuent leur invasion du territoire cambodgien, le Conseil de sécurité de l'ONU devrait se réunir rapidement à la demande du ministre cambodgien, Ieng Sary. Les USA, inquiets de l'avancée de leur rival soviétique en Asie, ne se sont pas déclarés hostiles à une telle réunion. Par contre, en Europe, mais surtout en France, c'est toujours le même silence. A Paris, les porte-parole officiels ont refusé de faire une quelconque déclaration sur l'offensive vietnamienne. Cette position qui s'explique par les intérêts de la France au Vietnam est grave car elle équivaut à laisser les mains libres aux agresseurs soutenus par l'URSS.

Dans son appel, Ieng Sary a demandé à l'ONU et aux *« pays épris de paix et de justice dans le monde, de prendre les mesures suivantes : primo, condamner le Vietnam pour avoir agressé le Kampuchea démocratique (...), secundo, cesser toute aide et assistance au Vietnam pour qu'il ne puisse pas consolider ses forces d'agression contre le Kampuchea démocratique, tertio apporter leur soutien à la juste lutte du Kampuchea démocratique »*.

Le gouvernement français qui se dit épris de paix, gardera-t-il le silence ?

Quant à nous, nous devons développer parmi le peuple français un courant de sympathie à la cause de l'indépendance du Kampuchea.

C.L.

Kampuchea

La peur et le mensonge

Extrait d'un article de M.Caldwell

FIN décembre dernier, pour la première fois, des journalistes américains étaient admis à visiter le Kampuchea démocratique. Dans l'esprit des dirgeants du pays, ils devaient être les premiers d'une large ouverture du pays permettant de faire pièce à la campagne de calomnies montée contre le Kampuchea et ce, à la veille de l'invasion vietnamienne.

La délégation comprenait de plus un universitaire britannique, Malcolm Caldwell, progressiste connu pour ses positions de soutien au Kampuchea démocratique. Dans la nuit du 22 décembre, celui-ci était assassiné dans son lit. L'assassin, raconte les journalistes qui l'ont vu, portait un T-shirt et une casquette comme plus personne n'en porte plus au Cambodge.

Il ne fait pas de doute, et les journalistes sont d'accord en cela avec les autorités du Kampuchea, que cet assassinat est une manœuvre montée de l'extérieur pour dissuader d'autres journalistes de se rendre sur place et d'assister, en particulier, à l'invasion vietnamienne.

Nous reproduisons ici le dernier article publié par Caldwell avant son assassinat. Il répond dans cet article à la parution en langue anglaise du livre du père Ponchaud *« Cambodge, année zéro »* et démonte tout le processus de la campagne de calomnies montée contre ce pays dont il était un grand ami et pour lequel il est tombé.

Serge FOREST.

Il est à peine suprenant que les dirigeants des pays impérialistes occidentaux soient allés si loin dans des attaques à boulets rouges contre le Kampuchea démocratique et que leurs fidèles laquais des moyens d'information rivalisent pour faire croire aux inventions enfiévrées de leurs maitres. Je dis « à peine surprenant » car la victoire du peuple au Kampuchea fut si nette, si totale, si irrévocable, qu'elle annonça une libération rapide de tous les pays voisins aux économies agricoles néo-coloniales comparables, comme, par exemple, la Thaïlande, la Birmanie, la Malaisie et l'Indonésie. Il est significatif que toute cette boue et ces calomnies aient été déversées juste avant les élections de 1976 en Thaïlande, afin de soutenir la droite. Cela s'avéra d'ailleurs par la suite inutile car la machine répressive était déjà prête et opérationnelle dans ce pays pour le bain de sang que fut le coup de force d'extrême-droite en octobre de la même année.

— Une contribution d'importance à cette campagne fut le livre du Père Ponchaud *« Cambodge année zéro »*. Cela vaut la peine de s'attarder quelque peu sur ce livre car, d'après l'éditeur, il devrait avoir un certain impact et, alors que peu de lecteurs seront déjà un peu avertis au sujet du Cambodge et de sa révolution (sauf peut-être par quelque sombre et horrible histoire tirée ça et là de la grande presse).

Il est incroyable que Penguins (1) ait choisi pour orner la couverture de ce livre une citation du monsieur totalement discrédité et aujourd'hui célèbre qu'est Jean Lacouture, tirée de la *« Revue New Yorkaise des livres »*. De manière incroyable car — mis à part le scandale que constitue l'ensemble de cette revue de Lacouture (pour laquelle il a d'ailleurs dû presenter des excuses et sur laquelle il a dû faire marche arrière après qu'il en ait été pressé par Noam Chomski (2) — cette citation particulière que Penguins a choisie est une de celles au sujet desquelles a éclaté la plus forte controverse. Cette citation dit : *« Quand des hommes qui parlent de marxisme sont capables de dire que seulement 1,5 million de jeunes Cambodgiens sur 6 millions sont suffisants pour reconstruire une société pure, on ne peut même plus parler de barbarie. Quels barbares ont déjà fait cela ? »*

En clair, cela signifie que les dirigeants communistes kampucheans se préparent carrément à liquider tout le monde sauf une petite partie de la population, éliminant avec une dureté brutale les vieux et les faibles. C'est en effet la conclusion que Lacouture souhaite que l'on tire de sa citation. Et il ne fait aucun doute que Penguins est assez satisfait que l'on arrive à cette conclusion, amenant au livre avec un frisson approprié et préventif de dégoût. (...)

Des 94 témoignages du livre de Ponchaud, cinq seulement allèguent avoir vu une quelconque exécution. Mais là où les choses se corsent encore, c'est que, depuis, quelques-uns de ces témoins d'élite ont changé, au gré du temps leur histoire, évoquant des anecdotes encore plus sinistres, pour satisfaire l'humeur de tel ou tel moment ! Pour un lecteur attentif et sceptique, le livre de Ponchaud, en fin de compte, est étonnamment sympathique et favorable aux communistes kampucheans. Simplement en sélectionnant un passage pris plus ou moins au hasard, je cite (traduction HR en anglais P. 32, 33) *« ...Quelques-uns des Européens (dans l'ambassade française après la Libération mais avant leur évacuation) qui pensaient qu'ils étaient les plus grandes victimes de la révolution n'avaient de temps pour personne que pour eux-mêmes. Ils étaient habitués à vivre au Cambodge avec le type de confort dont ils jouissaient dans leur propre pays... Les Khmers rouges traitèrent les étrangers très correctement. Ils firent leur possible pour rendre cet internement forcé aussi supportable que possible. Ils ne furent jamais l'objet de perquisition ni de surveillance, et, de plus, l'eau et du riz nous furent fournis, ainsi que de la bière et des cigarettes et ils nous amenèrent un cochon à tuer. Sachant à quel point leurs propres subsistances étaient frugales, il est difficile de ne pas apprécier la valeur de ces cadeaux »*. Plus loin, Ponchaud admet tout simplement, ce qui a dû être dur pour lui dans son désir de peindre les communistes comme assoiffés de meurtres collectifs, que, personnellement, il n'a vu aucun cadavre ni à Phnom Penh ni en dehors de la ville. Plus loin encore, il est assez naïf pour dire, dans sa nouvelle introduction à l'édition anglaise, que la révolution était nécessaire et que lui, tout comme beaucoup d'autres, *« attendaient impatiemment de la voir »* (...) Je m'excuse si je vous ennuie avec tout cela mais, vous voyez, nous tentons d'éclaircir le marais d'une propagande noire afin d'ouvrir une véritable discussion sur la révolution kampuchéane, c'est-à-dire sa signification, ses succès à la date d'aujourd'hui, ses promesses. C'est bien que de plus en plus de visiteurs puissent aller dans ce pays et ajouter leurs témoignages visuels à ceux des premiers visiteurs et aux déclarations gouvernementales.

M.Caldwell

Ce fait dont parle Caldwell, le témoignage visuel de la réalité cambodgienne par des visiteurs étrangers, beaucoup n'en voulaient pas. Les impérialistes occidentaux, bien sûr, qui s'obstinent à refuser d'avoir des contacts normaux avec le Kampuchea, ce qui ferait inévitablement éclater la vérité sur la situation dans le pays, mais aussi des ennemis bien plus dangereux du peuple kampuchean. Ils ne voulaient pas de témoins pour l'agression qu'ils mûrissaient et le moyen de dissuader les journalistes d'aller voir sur place était bien de leur prouver qu'ils n'y étaient pas en sécurité. C'est pour cela qu'est mort Caldwell, pour l'exemple, lui qui avait aussi bien défendu le peuple vietnamien que le peuple cambodgien face à l'agression américaine...

(1) Penguins : le plus grand éditeur anglais.
(2) Voir HR du 24/11/1978.

Le journaliste Malcolm Caldwell.
Il a été assassiné alors qu'il visitait le Kampuchea démocratique. Qui avait intérêt à ce que sa voix s'éteigne ?

A lire ou à relire

LIRE ou relire, entre autres, l'article de Camille Granot sur les raisons de l'agression soviéto-vietnamienne dans *Prolétariat* No 18, le 4 pages « spécial — Vietnam », les articles consacrés au traité signé entre Moscou et Hanoï début novembre et les articles sur la création d'un prétendu « *Front de salut national du Kampuchea* » animé par Hanoï, ainsi que les dossiers du quotidien et du bimensuel écrits par notre délégation de retour du Kampuchea.

La Corée, la Roumanie et la Yougoslavie ne reprennent pas les thèses soviéto-vietnamiennes sur le conflit au Kampuchea

DANS l'impossibilité de continuer à nier l'évidence sous peine de discrédit, l'*Humanité* du 5 janvier est bien obligée de reconnaitre la présence de troupes vietnamiennes en territoire cambodgien. Mais, bien sûr, pour la direction du PCF comme pour l'URSS et un certain nombre de pays de l'Est, envahir militairement un pays indépendant, cela ne s'appelle pas une agression mais une « aide » à renverser un gouvernement, habilement présenté depuis trois ans comme sanguinaire.

Avec ce prétexte sommaire, toutes les agressions de l'URSS sont par avance justifiées : à quand l'invasion des pays capitalistes parce qu'ils sont capitalistes ?

PAS D'UNANIMITE

Mais il ne faudrait pas croire que l'unanimité est de règle dans les pays de l'Est sur la nouvelle offensive soviéto-vietnamienne en Asie. Un certain nombre de faits montrent que des pays comme la Roumanie, la Yougoslavie ou en Asie, la Corée du Nord, n'approuvent pas ce qui se passe là-bas. Et cette attitude positive a d'autant plus de poids qu'elle vient de pays à qui Moscou ne peut pas coller l'étiquette de « réactionnaire » ou « pro-impérialiste ». Quels sont les faits ? D'abord, une évidence : aucun des trois pays cités ci-dessous n'a repris à son compte les thèses vietnamiennes ou soviétiques, qu'il s'agisse des soi-disant « attaques » de la Chine à la frontière sino-vietnamienne, qu'il s'agisse des soi-disant « incursions » cambodgiennes au Vietnam, qu'il s'agisse de la création d'un soi-disant « Front de salut national du Kampuchea », qu'il s'agisse enfin de la fable du « génocide » du peuple cambodgien par ses dirigeants, *aucun* de ces arguments n'a *jamais* été repris dans la presse officielle roumaine, yougoslave ou coréenne, alors qu'ils ont été repris par d'autres pays comme la Bulgarie ou la Hongrie.

DES RELATIONS DE PARTI A PARTI

Un autre fait montre que des divergences profondes existent, c'est que le Kampuchea démocratique entretient des relations, non seulement sur le plan étatique avec ces trois pays, mais aussi entre les partis respectifs, avec la Ligue des communistes de Yougoslavie, avec le Parti communiste roumain et le Parti du travail de Corée. Des visites officielles ont eu lieu. Et par exemple, un traité de collaboration a été signé entre la Roumanie et le Kampuchea démocratique.

UN MESSAGE DE KIM IL SUNG

Dernièrement, le 27 décembre exactement, alors que l'offensive vietnamienne d'envergure était prévisible et imminente, le président coréen, Kim Il Sung, a envoyé un message au dirigeant cambodgien, Pol Pot, pour souhaiter au peuple kampuchean des succès encore plus grands dans sa lutte pour défendre la souveraineté du pays et les acquis de la révolution et édifier un nouveau Kampuchea prospère. Le message souligne : *« Le peuple coréen fait grand cas de l'amitié et de la solidarité avec le peuple kampuchean, son frère et son compagnon d'armes ; il est heureux de constater que les relations d'amitié et de coopération entre nos deux Partis, nos deux pays et nos deux peuples se développent toujours favorablement dans la lutte commune contre l'impérialisme et le colonialisme et pour le triomphe de la cause du socialisme »*. N'est-ce pas là un soutien politique à la cause du peuple cambodgien ?

LE REFUS DE LA ROUMANIE

Pour ce qui est de la Roumanie, ses prises de positions récentes lors de la réunion du Pacte de Varsovie ont montré qu'elle n'était pas du tout prête à cautionner les entreprises militaires de l'URSS contre d'autres pays. Alors que Moscou demandait que le Pacte de Varsovie accroisse ses armements et élargisse ses attributions initiales pour lui permettre de subvenir aux besoins militaires de pays situés « hors d'Europe » (sous-entendu le Vietnam ou Cuba), le président roumain, Ceaucescu s'est opposé explicitement à ces propositions qui, en fait, revenaient à cautionner et même alimenter une agression contre le Kampuchea. Il a déclaré : *« Nous n'avons jamais remis et ne remettrons jamais à personne le droit de décider de la participation de l'armée roumaine à une opération militaire donnée. »* Aujourd'hui que l'agression générale vietnamienne est en cours, on mesure mieux l'importance de ce refus de la Roumanie et l'ampleur de son opposition à la politique extérieure agressive de l'URSS.

LA YOUGOSLAVIE CONTRE LES BLOCS

Enfin, ce qui concerne la Yougoslavie, on connait déjà ses nombreuses prises de position contre la « politique des blocs » et les « grandes puissances ». On sait aussi que la Yougoslavie a toujours refusé d'être membre du Pacte de Varsovie, considérant que c'est un instrument dominé par l'URSS. C'est pourquoi sa prise de position sur le traité signé entre Moscou et Hanoï, (moins de deux mois avant l'actuelle agression) et assimilant ce traité au Pacte de Varsovie est significatif du peu de cas qu'elle en fait. Le journal yougoslave *Politika* a écrit : *« Ce traité est tout à fait similaire par sa nature aux relations bilatérales stipulées dans le Pacte de Varsovie entre ses alliés »*.

Si on ajoute la condamnation sévère de Tito à la politique de division suivie par le Vietnam et Cuba, à l'instigation de Moscou, dans le mouvement des pays non-alignés, on comprend que l'unanimité derrière l'URSS est loin d'être acquise.

Quant à *L'Humanité* qui oublie de signaler à ses lecteurs toutes ces positions si intéressantes de pays qu'elle présente elle-même comme socialistes, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle n'est pas très honnête.

Claude LIRIA

Les travailleurs de Dumesnil-Ivry occupent leur usine

Les 15 % de femmes et les 80 % d'immigrés de l'usine Dumesnil d'Ivry sont en lutte pour le droit au travail.

LA brasserie Dumesnil à Ivry est occupée depuis le 26 décembre. Les travailleurs refusent la fermeture de l'usine que la direction veut leur imposer. Depuis juillet déjà, Riboud, le directeur, avait annoncé sa décision de fermer l'usine qui fait partie du groupe SEB. Son intention était de commencer à démonter les machines en janvier, puis de raser les murs. Sur les 297 travailleurs (dont 80 % d'immigrés et 15 % de femmes), une centaine environ a été reclassée dans les autres usines du groupe, en particulier à Melun où il est question de les faire travailler en 3 X 8. Ainsi, on ferme Ivry pour faire travailler davantage à Melun.

Les travailleurs laissés pour compte ont décidé de réagir. Subir non, agir oui, ont-ils écrit sur leurs banderoles.

Quelques jours avant la fermeture, ils ont décidé la grève et l'occupation. Pour cela, ils ont rencontré bien des difficultés, et en particulier ils ont acculé à la démission les délégués CGT, seul syndicat de l'entreprise, car ils refusaient la lutte et s'étaient reclassés à de meilleures postes dans l'usine de Melun.

Les grévistes ont élu une nouvelle direction CGT pour diriger la lutte et déjà ils marquent des points. Le 4 janvier, un délégué CGT de l'union locale d'Ivry et un délégué de l'union départementale CGT du Val-de-Marne étaient convoqués au tribunal des référés comme « meneurs » de la lutte, pour obliger les travailleurs à lever l'occupation. Le tribunal a retardé son jugement au 11 janvier. Ce délai est particulièrement important car les travailleurs veulent empêcher le patron de démonter les machines avant le 12 janvier date d'une entrevue paritaire entre syndicats, patrons et ministère du Travail pour discuter de la fermeture.

Aujourd'hui, ils sont assurés de la non-intervention de la police et de la direction. Ils restent pourtant vigilants et utilisent ce répit pour organiser la solidarité, en particulier dans le groupe. La première usine contactée est celle de Melun où le syndicat CGT refuse l'instauration des 3 X 8 et commence à organiser le soutien et la mobilisation sur ses propres revendications :

- Embauche des intérimaires et saisonniers.
- Augmentation des salaires.
- 35 h par semaine.
- échelle mobile.

C'est là un premier début et le soutien doit s'élargir.

Claire MASSON

La hausse des légumes

Silence, ils fraudent

LA vague de froid se maintient. Neige, givre, gel bloquent une bonne partie des structures du pays. Le froid a déjà causé des morts en France. Il fait également monter les prix des légumes.

LE FROID, AGENT DE CETTE HAUSSE

Poireaux, carottes, épinards, et artichauts ont accusé, depuis mercredi, des hausses atteignant jusqu'à 100 %.

Comment voulez-vous arracher des poireaux par moins treize degrés ? me demandait une marchande de légumes sur un marché parisien. C'est vrai, le froid bloque de nombreux travaux agricoles et gèle les légumes.

L'hiver 1979 va marquer le sort de familles paysannes : difficultés pécuniaires, et même ruine. De même les consommateurs se privent de soupe aux légumes et de pot-au-feu, qui sont loin d'être les plats de luxe.

LA SPÉCULATION, PRINCIPAL AGENT DE CETTE HAUSSE

Ces difficultés climatiques, comme d'autres, sont exploitées par les gros négociants. On se souvient de l'affaire du sucre, il y a trois ans. Un « bruit » courait : *« Il n'y a plus de sucre »*. En fait, il y avait surproduction de sucre, sa vente a été suspendue, accréditant la rumeur que les stocks étaient vides, ce qui a permis aux négociants d'augmenter le prix du sucre, dès sa réapparition sur le marché.

Même scénario pour le café.

Et c'est sur le même canevas qu'est brodée la hausse du légume.

Rungis qui « nourrit » huit millions d'habitants de la région parisienne fait la pluie et le beau temps sur les prix. En effet, la moitié des produits achetés à Rungis le sont sans facture. Et c'est légal ! Un gros maraicher peut revendre les légumes au détaillant à n'importe quel prix, puisqu'il n'existe aucune preuve du prix de l'achat.

Donc, il ne serait pas du tout étonnant que les cinq cents grossistes de Rungis aient « créé » une hausse sur le légume, en exploitant à fond les difficultés de la récolte. Et le contrôle des agents de la direction des prix, me direz-vous ?

Ensuite, leurs heures de nuit leur sont rarement payées. Or, c'est tôt le matin, très tôt que la barre des cours, l'achat de marchandises non-facturées s'opèrent, les agents n'assistent donc guère à ces transactions.

Et même si ces agents avaient les possibilités pour assumer leur fonction, leur patron, le gouvernement, continuerait à fermer les yeux devant ces magouilles, comme il l'a toujours fait dans le passé.

NV

POLITIQUE ET SOCIAL

La Faucille vous adresse ses meilleurs vœux pour 1979

La Faucille

20 000 agriculteurs à Vassy

LAIT

Le gel des

Une manifestation «pour rien»... peut-être pas.

La Fauçille est parue

LE numéro 74 du bimensuel paysan de notre Parti *la Faucille* vient de paraitre. Dans son éditorial, que nous reproduisons ci-dessous, Lucien Nouveau montre quelques aspects de la crise qui touche aussi les travailleurs de la terre et dont les racines ne sont ni à Bonn, ni à Bruxelles, mais bien dans le système capitaliste. Sous le titre : « Les USA veulent vendre plus de produits agricoles à l'Europe et lui en acheter moins », c'est la fermeté de la France et de la CEE face aux USA qui apparait.

Une double page, illustrée de photos remarquables, parle en détail de la manifestation récente de Vassy qui rassembla 20 000 agriculteurs qui conspuèrent les dirigeants de la FNSEA (syndicat agricole). Il y a également des articles sur les luttes à la campagne : ainsi par exemple l'affaire Ménard, que le Crédit agricole veut exproprier, des dossiers aussi : une enquête sur la forêt, une autre sur la crise dans le machinisme agricole, la « Pomate », hybride de tomate et de pomme de terre, etc.

1979, l'enjeu

Une nouvelle année commence alors que la grande masse des travailleurs connait une situation de plus en plus intenable, notamment dans les secteurs de l'élevage porcin et bovin.

Tout le monde parle de crise, mais chacun la voit suivant ses propres intérêts. Ainsi, depuis plusieurs mois, nous assistons au concert unanime des Méhaignerie, Debatisse, des Mitterrand et des Marchais, sur les fameux montants compensatoires monétaires (MCM) comme principale, sinon unique cause de la crise que connaissent certaines productions animales. C'est une façon de voir les choses qui correspond assez bien aux intérêts que ces gens-là défendent. Mais ces intérêts-là ne sont pas ceux de la masse des paysans.

La crise a des racines bien plus profondes que connaissent bien les paysans pour en souffrir journellement. Ces racines, c'est non seulement la stagnation des prix agricoles, voire leur baisse, c'est aussi et surtout la hausse vertigineuse, encore l'an passé des prix des produits nécessaires à l'agriculture et à l'élevage ; c'est la cherté du crédit quand ce n'est pas l'impossibilité d'en disposer ; c'est la hausse du prix des terres vendues ou louées, quand ce n'est pas les honteuses expulsions ou expropriations ou l'impossibilité pour les jeunes agriculteurs aux moyens modestes de pouvoir s'installer ; ce sont les restrictions des prestations sociales agricoles ; c'est aussi la désertification des zones dites « défavorisées » aux graves conséquences sur les plans sociaux, économiques et culturels.

Ces racines ne sont ni à Bonn, ni à Bruxelles, elles sont bien à l'intérieur de nos frontières, dans le système politique, économique et social qu'imposent depuis des générations les classes possédantes, banquiers, industriels et grands propriétaires fonciers et leur État. Le Marché commun agricole n'est pour la bourgeoisie au pouvoir qu'un moyen comme un autre de mettre en application sa politique de profit basée à la campagne sur le pillage des fruits du travail paysan. C'est cette bourgeoisie qu'il faut combattre pied à pied. L'Europe ne doit pas constituer l'arbre qui cache la forêt comme s'y emploient si bien les dirigeants du PCF.

Il ne s'agit pas pour nous de nier la réalité de la politique agricole de la CEE, ni les problèmes qui surgissent avec la perspective de l'élargissement à douze pays de l'Union européenne, mais au contraire de la replacer dans son véritable cadre politique et économique. C'est pourquoi, notre Parti sera aux côtés des petits et moyens agriculteurs qui s'opposent à l'élargissement pour rappeler où est véritablement la source de leurs difficultés extrêmes.

L'an passé, des paysans toujours plus nombreux ont engagé des luttes contre des expulsions et les expropriations, contre le Crédit agricole, contre des firmes d'aliments intégratrices, contre des laiteries privées ou coopératives, et dans bien d'autres secteurs encore. Ces luttes ont permis de remporter des victoires qui constituent autant d'encouragement à continuer encore et encore, à renforcer l'organisation des luttes et rejeter les dirigeants syndicaux qui pratiquent avec tant de science la collaboration avec le pouvoir et la politique agricole de Giscard-Barre. Rien ne vaut la lutte concrète pour connaitre où sont nos véritables ennemis.

A Vassy, le 18 décembre dernier, les valets de pied du pouvoir qui dirigent la FNSEA ont reçu une gifle magistrale de la part de milliers de paysans dont ils se souviendront longtemps. C'est là un fait réjouissant pour l'avenir d'un syndicalisme authentique des petits et moyens paysans et qui présage d'une fin douloureuse et inévitable pour ceux qui font de la FNSEA une simple officine de l'Etat.

Cependant, un long chemin reste à parcourir pour préparer les conditions de bouleversements politiques et sociaux favorables aux travailleurs des villes et des campagnes. Mais les succès qui seront obtenus en 1979 dans les luttes économiques et politiques, dansl'organisation de celles-ci et dans l'unité avec la classe ouvrière, montreront le chemin.

Lucien NOUVEAU

COURRIER DES LECTEURS

Je vous envoie un mot à propos de la journée du 21 décembre. En effet les articles là-dessus du numéro du 20 décembre ne m'ont guère convaincu quand on affirme que la journée du 21 est nécessaire.

On s'est battu pendant des années pour critiquer ces journées d'action-bidon, dire que c'était autre chose qu'il fallait et c'est des idées qui ont fait leur chemin. Ces journées sont maintenant de plus en plus discréditées surtout depuis que leur aboutissement logique, les élections, s'est soldé par un échec. Alors qu'est-ce qui différencie le 21 décembre des autres ?

La préparation ? Une fois de plus c'est le fruit des tractations au sommet sans aucune consultation ni préparation à la base. Les motivations ? Si les dirigeants CGT appellent seuls à une action qui ne peut donc avoir qu'un impact assez réduit (par exemple sur Dijon il n'y a eu que très peu d'appels à la grève,) cela ne participe-t-il pas aussi des grandes magouilles et règlements de compte à gauche et de la volonté des révisionnistes d'apparaitre à peu de frais comme plus purs et durs que les sociaux-démocrates ?

L'efficacité ? Le gars qui débrayera le matin pourra au moins être sûr d'une chose, c'est que quand il reprendra le boulot demain, il ne paiera pas un centime de moins à la Sécurité sociale. De plus, placée à une telle date, juste avant la période des fêtes, on ne voit vraiment pas sur quoi ça va déboucher. Si on ne peut admettre la position de Maire qui revient à dire : « Démerdez-vous dans votre coin, pas question de globaliser », on a assez fait l'expérience pendant des années de la nocivité de la globalisation à froid, bien chapeautée, pour ne pas en redemander maintenant.

Il y aurait tout un travail de réflexion à faire sur ce problème des perspectives de luttes à l'heure actuelle et ce n'est pas un problème facile. Mais en tout cas, le 21 décembre est le type même de la mauvaise réponse.

Bien entendu, cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas utiliser cette journée, là où elle peut correspondre à une certaine mobilisation.

Un camarade cheminot.

La journée du 21 décembre est la seule et unique « action » à laquelle aient été appelés les travailleurs contre la très grave mesure gouvernementale concernant les cotisations de Sécurité Sociale. Exemple s'il en est besoin de journée sans lendemain, dont les *« magouilles et règlements de compte à gauche et la volonté des révisionnistes d'apparaitre plus durs que les sociaux-démocrates »*, comme l'écrit notre camarade cheminot, sont bien un aspect déterminant chez ceux qui l'ont décidée. C'est bien, comme l'a dit Séguy (et comme nous le rapportions dans l'éditorial de notre numéro daté du 21 décembre) *« parce que si les syndicats* (traduisons Séguy et par différence Maire) *restaient l'arme au pied, ils ne mériteraient pas la confiance des travailleurs »*. Bataille d'influence en effet et nécessité pour garder ou regagner une confiance bien entamée en des dirigeants qui ont conduit la classe ouvrière d'échecs en échecs, « d'agir » contre les attaques patronales. Car les militants veulent agir, se battre, riposter vraiment à l'offensive de l'ennemi de classe (et ne comptent plus sur de prochaines élections) ! C'est cela l'autre aspect important de la situation actuelle dans la classe ouvrière ! Il y a contradiction en effet, comme le développe très clairement notre camarade, entre cette volonté des militants de se battre efficacement et les conceptions qui président aux « actions » proposées par un Séguy. Les dirigeants de la CGT n'ont pas changé et ne sont pas devenus soudain des tenants de la ligne de lutte de classe dont les travailleurs auraient besoin pour gagner. Pour ces dirigeants, gagner reste changer de gouvernement (qu'il soit tenu par des « ministres communistes »). Là est d'ailleurs bien le fond du problème : c'est de régime qu'il faut changer. Selon qu'on a ce point de vue ou l'autre, tout en dépend, y compris la conception de l'action revendicative.

Mais comment la ligne de lutte de classe triomphera-t-elle ? C'est un processus lors duquel les militants (nos militants aussi) seront amenés à participer à des actions comportant ce type de contradictions entre les objectifs des dirigeants (qui décident de ces actions) et les aspirations des travailleurs : la manifestation des sidérurgistes à Nancy jeudi en est le dernier exemple en date (voir page une). Les aspirations des travailleurs sont la base sur laquelle il faut s'appuyer pour faire progresser la ligne de lutte de classe. C'est ce que dit notre camarade à la fin de sa lettre, sachant que la « mobilisation », dans de tels cas, comporte les deux aspects contradictoires dont nous venons de parler.

C'est dans ce sens aussi que nous avions appelé (dans notre édition du 19) à participer à la journée d'action du 21. Non que la journée d'action soit nécessaire (comme il est dit abusivement en effet dans notre édition du 20) mais parce que l'action (et notre participation à l'action) est nécessaire pour construire l'unité sur une base de classe.

Gilles CARPENTIER

« L'humour de doit pas empêcher la réflexion ».

Dans le numéro 964 du 3 novembre 1978, un article intitulé « Cynisme au pain sec et à l'eau » ridiculisait, en quinze lignes d'humour caustique, les conclusions d'un colloque de scientifiques consacré à l'alimentation. Cette réunion avait conclu que nous mangions trop et, notamment trop de sucre. Même si cela n'est pas fondamental pour notre ligne politique, l'alimentation du peuple est un domaine très important. Nous n'avons pas le droit de parler de cela en dilettantes. Le sujet mérite une mûre réflexion, un article de fond et, dans ce cadre, on pourrait bien sûr rédiger un passager amer et ironique sur ce que fait la bourgeoisie sur les problèmes de nutrition.

Que des lecteurs compétents prennent leur plume et nous informent : alimentation trop riche en certains composants, aliments dangereux pour notre santé parce que fournis par les circuits de production et de distribution du système capitaliste où seulement la rentabilité compte, contaminations, toxicité, pollution, colorants et additifs qui ne servent qu'à vendre plus, ravages de l'alcoolisme...

« Informer, répondre du tac-au-tac ».

Les ennemis de la Chine déforment les faits, mettent en avant des faits partiels Des amis bien intentionnés, à l'esprit ouvert et critique posent des questions dont certaines sont influencées par les ragots des ennemis.

L'Humanité rouge doit nous informer, nous expliquer, les plus petits détails : deux exemples — La Chine a refusé la visite d'une délégation d'Amnesty International. Qu'en penser, alors que nous utilisons les travaux d'Amnesty International pour dénoncer ce qui se passe dans certains pays fascistes ?

*— Coca Cola apparait en Chine. Cette marque est très souvent le triste symbole de la domination impérialiste dans les autres pays. Pour la Chine, qui est exempte de toute subordination à l'hégémonisme US, cette boisson est une boisson, un point, c'est tout. De plus, il est normal que les firmes américaines traduisent en chinois les textes écrits sur les emballages de leurs produits. Les boites alimentaires chinoises vendues en France portent bien le texte en français ! Ceci pour répondre aux plumitifs de l'*Huma *qui feignent de croire qu'une grande campagne publicitaire, de celles que nous connaissons chez nous, va introduire la vente de Coca-Cola en Chine.*

Un lecteur

Chers camarades,

RENTRANT de mon service militaire, j'ai eu l'occasion de lire dans notre quotidien du 5 décembre 1978 un article assez surprenant concernant la nomination de Jean-François Poncet. (...)

Non seulement parce que l'article reproduit la dépêche de l'AFP, mais parce qu'il ne la commente pas. Le journal apparait pratiquement comme le porte-parole de l'État français : *« Nous apprenons la nomination... »*. Et je suis heureux d'apprendre que François Poncet est Européen parce qu'il a participé à la création du Marché commun. Et tiers-mondiste dans la mesure où il chercha toujours des postes de relations internationales avec le tiers monde.

Mais est-il au fait le représentant des monopoles français, défenseur de l'impérialisme et du néocolonialisme ?

S'il est Européen, pourquoi ? Par rapport à quelle situation pour défendre les monopoles ? Face aux deux superpuissances ou parce qu'il a travaillé pour le Marché commun ?

Ambassadeur à Téhéran. Que faisait-il en Iran ? Défendait-il la lutte révolutionnaire du peuple iranien pour la démocratie et son indépendance nationale ou passait-il des contrats avec le gouvernement pour réprimer le peuple (vente d'armes) afin de défendre les intérêts de l'impérialisme français, voire européen.

S'il est tiers-mondiste, pourquoi ? Pour soutenir la lutte révolutionnaire des peuples du tiers monde comme le peuple sahraoui, guadeloupéen, etc. ? Ou pour défendre les intérêts de l'impérialisme et néocolonialisme français face aux menaces des deux superpuissances ?

Qu'il y ait une tendance à l'opposition à l'hégémonisme, c'est un fait mais cette tendance est déterminée par des intérêts propres qui ne sont pas forcément ou uniquement les intérêts des peuples du tiers monde.

Parler du ministre des Affaires étrangères comme d'un homme pour l'Europe et le tiers monde, c'est un peu fort. Ne faudrait-il pas plutôt rappeler sa tâche ; la défense des intérêts des monopoles français et les conséquences que cela entraine face à l'Europe et au tiers monde et aux deux superpuissances.

Un lecteur.

La critique de notre lecteur nous semble parfaitement justifiée : en effet l'article mis en cause contient les erreurs soulignées ci-dessus. En premier lieu, le terme de tiers-mondiste est utilisé à tort, s'agissant du ministre des Affaires étrangères de l'État impérialiste français. Serait-il, comme le fait remarquer notre lecteur, un partisan de la cause du tiers monde ? Assurément non.

Jean-François Poncet, comme ambassadeur et comme grand commis de l'État a été amené dans le passé, comme il le fera en tant que ministre, à mettre en œuvre la politique des monopoles à l'égard du tiers monde. C'est ainsi qu'il participa à la mise en place du « dialogue Nord-Sud ». Sa carrière est représentative de la politique de la France, pays impérialiste qui n'est pas une superpuissance, dans laquelle la construction de l'union européenne et la coopération avec le tiers monde (pas du tout exempte d'arrières pensées néo-colonialistes) occupent une grande place. Ce sont en effet les principaux moyens auxquels recourt l'impérialisme français pour essayer de préserver ses intérêts face aux superpuissances et à la force montante du tiers monde.

Cette politique, nous devons en discerner correctement les aspects qui font obstacle aux visées hégémoniques des USA et de l'URSS. Comme nous devons dénoncer et combattre tout ce qui va à l'encontre de la lutte des pays et peuples du tiers monde. En aucune façon, la politique étrangère de la France et ses artisans ne peuvent être crédités de progressisme comme le suggère le qualificatif « tiers-mondiste », elle n'est que l'expression du froid intérêt des monopoles.

P.M

CULTUREL

TELEVISION

Deux émissions à voir

Lundi 8 janvier A2-21h40

L'exercice du pouvoir en France depuis 1958

Il y a vingt ans, le huit janvier 1959, De Gaulle s'installait officiellement au pouvoir : c'était le début de la 5e République. Une des caractéristiques de la 5e République c'est la transformation du régime parlementaire en régime présidentiel. Le dossier est organisé autour de questions sur le rôle du président de la République et sur celui du Parlement. Débats avec des hommes politiques tel que Mitterrand, Debré' Faure, Luchaire, Guichard alterneront avec des films documentaires sur les grands débats du Parlement.

Un des évenements importants de la 5e République a été le référendum de 1962 qui appelait les Français à donner plus de pouvoir au Président de la République, en l'élisant au suffrange universel direct, c'est-à-dire par-dessus la tête des députés et du Parlement. Dès lors, le Président de la République devenait le représentant de tous les Français, élu au suffrage universel direct.

Mais c'est en fait le 13 mai 1958 que De Gaulle a fait son coup d'Etat. Mais l'avénement de la 5e République ne se caractérise pas uniquement par le pouvoir personnel d'un seul homme : c'est l'exercice du pouvoir par les monopoles eux-mêmes. C'est une nouvelle forme de la dictature du capital : la démocratie bourgeoise à pouvoir centralisé et autoritaire. Cela correspond à une nouvelle phase dans le développement du capitalisme français, à un renforcement des monopoles. En effet, de 1945 à 1958, l'économie capitaliste se releva de ses ruines avec l'aide et sous la houlette de l'impérialisme américain.

Le développement rapide de l'économie a fait que dès 1958, les monopoles et les trusts étaient en mesure de se passer des Américains. La concentration et le renforcement du pouvoir politique central a permis à l'Etat d'intervenir directement dans la concentration des monopoles à la taille européenne. Ce renforcement signifie aussi un accroissement des mesures antisociales et de l'exploitation des travailleurs.

Léon CLADEL.

Dimanche 7 janvier TF1-17h30

La maison des autres : la vie d'un apprenti en 1938

C'EST la deuxième partie du film réalisé d'après le livre de Bernard Clavel qu'on pourra voir dimanche après midi à 17 h 30 sur TF1, la première partie ayant été diffusée le 1er janvier. Le héros du film et du livre de Clavel, Julien Dubois, est un apprenti-pâtissier chez Petiot, un patron pâtissier, qui, sous des dehors bonenfant est un exploiteur réactionnaire. Julien Dubois découvre le travail, le métier de pâtissier et l'exploitation. Clavel qui a lui même été apprenti-pâtissier raconte la vie et la dure exploitation que les jeunes subissent, en particulier chez les petits patrons : les punaises dans les lits, les journées interminables, les coups qui pleuvent à la moindre erreur. Mais il y a l'oncle Pierre, viel ouvrier à la retraite, qui aidera Julien à connaitre ses droits et lui fera prendre sa carte à la CGT. Petit à petit, nous voyons la révolte de Julien contre son patron. Julien est devenu un homme, il a appris à travailler, à aimer et à se battre. Le tout se passe en 1938 à la fin du Front populaire, alors que la guerre se prépare. Le film se termine sur la déclaration de guerre. Ce film montre avec chaleur la vie des apprentis, leurs conditions de travail. Il est intéressant au moment où le gouvernement et les patrons font tout pour développer cette forme d'exploitation des jeunes ouvriers.

On peut connaitre la suite de la *« Maison des autres »* en lisant la série entière de *« La Grande patience »*, éditée dans la collection *J'ai Lu* *. C'est la vie et la lutte de Julien Dubois pendant la guerre avec l'occupation et la Résistance. Julien descend dans la « zone libre », il entre dans un maquis, Clavel montrera la famille Dubois, divisée entre Julien le maquisard et son frère collabo, on voit la nature pourrie du frère collabo opposé à Julien.

De Clavel, il faut lire aussi *« L'Espagnol »* sur la vie d'un républicain espagnol réfugié en France. *« L'Hercule sur la place »* qui décrit le milieu du cirque et les tentatives de réinsertion de jeunes délinquants. Clavel a aussi écrit des romans sur la vie des bâteliers et de la population riveraine à la fin du 19e siècle.

Clavel décrit avec chaleur la vie des travailleurs et des humbles gens en règle générale. Il traite aussi toute la période de la Deuxième Guerre mondiale.

Léon CLADEL

* Ces livres sont disponibles à la librairie « Les Herbes sauvages » 70, rue de Belleville – Paris 20e.

L'apprenti se faisant battre par son patron : Petiot.
Sur les conseils d'un vieil ouvrier, l'apprenti entrera à la CGT et se révoltera.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Lyon

Grève à la Redoute et au Grand Bazar

AU centre de Lyon, dans l'opulente « rue de la Ré », on entend des bruits pas ordinaires, ce sont les échos du porte-voix que les employées de la Redoute utilisent pour expliquer leur lutte. C'est en cette grosse période d'achats (et donc de gros profits pour leur patrons) que les employées de la Redoute et du Grand Bazar ont entamé une lutte résolue pour obtenir des salaires décents.

Que ce soit à la Redoute (magasin de vente) ou au Grand Bazar, les conditions de travail sont très dures pour l'ensemble des femmes, surtout en ces périodes de fin d'année. Des journées longues et pénibles pour des salaires de misère : de 1 800 F à 2 150 F net, par mois. Mais la colère est d'autant plus grande. Sous l'impulsion des sections CFDT, les employées des deux magasins (presque voisins) sont entrées en lutte dans la période la plus gênante pour leurs patrons. Au Grand Bazar, débrayages et rassemblements des employées devant les portes pour s'expliquer avec les clients ; à la Redoute, 24 employées sur 25 en permanence devant les portes pour convaincre les clients de suspendre momentanément leurs achats dans le magasin.

Distribution d'un tract explicatif très court, appel au soutien financier, interventions avec une sono, panneaux de revendications scotchés sur les vitrines. Les employées, déterminées, ont su choisir le bon moment pour mettre le patron en difficulté et populariser leur lutte. Ainsi, cette grève n'est pas passée inaperçue dans la population lyonnaise et la solidarité se développe. Cette grève nous rappelle que si les patrons ne connaissent pas de « trève des confiseurs » dans l'exploitation des travailleurs, ces derniers ne connaissent pas de « trève » non plus pour combattre leurs exploiteurs.

29/12/1978.
Groupe presse Lyon.

BLOC-NOTES

COMMUNIQUE A PROPOS DE LA DÉCLARATION DU COMITÉ CENTRAL « DU TRAVAIL POUR TOUS »

L'appel du Comité central *« Du travail pour tous »*, parue dans le quotidien d'hier sera disponible en format affiche grand format à partir du 11 janvier. Que les sections et régions passent leurs commandes au journal avant le 9 janvier au soir.

Un tirage supplémentaire des pages centrales du quotidien a été effectué pour l'affichage dès maintenant. Dans le cas où vous colleriez cette page, barrez-la préalablement d'une diagonale au feutre rouge.

CHELLES – RÉGION PARISIENNE

Une manifestation le 7 janvier.

- Contre les expulsions des résidents des foyers Sonacotra de Chelles, Villeparisis, Noisiel et Torcy.
- Contre les nouvelles assignations au tribunal de Lagny d'une trentaine de travailleurs les 8 et 15 janvier 1979.
- Contre la répression et le racisme qui visent plus que jamais les travailleurs immigrés.

Venez nous soutenir dans cette lutte !
Sinon demain la répression vous atteindra aussi !

Tous à la manifestation, dimanche 7 janvier

Rendez-vous à 10 heures *devant la gare de Chelles.*

Les Comités de résidents des foyers Sonacotra de Chelles, Torcy et Noisiel et leur comité de soutien ainsi que :
- La cellule Pierre Overney du Parti communiste marxiste-léniniste (Chelles).
- Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste (Chelles).
- Les sections de Chelles et Thorigny du Parti socialiste.
- Le Parti socialiste unifié de Chelles-Lagny.
- L'union locale CFDT de Chelles.
- Les Amis de la terre (Chelles).
- Le Comité autogestionnaire et écologique (Chelles).

LILLE

Soirée d'information sur le Kampuchea démocratique

Le vendredi 12 janvier à 20 h 30 salle de l'ILEP (ancienne bibliothèque universitaire), 1, place Georges Lyon – Lille.
La soirée sera animée par Annie Brunel, membre de la délégation du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) qui a effectué un voyage de 1 000 kilomètres au Kampuchea démocratique au mois de septembre 1978.
Exposition de photos sur le nouveau Cambodge, projection commentée de diapositives de voyage, livres, brochures et presse sur le Kampuchea démocratique.

PARIS

Meeting de soutien au peuple iranien

A l'appel de UEIF, PCRml, PCML, UCF, OCF. Le jeudi 18 janvier à 20 h 30. Mutualité, salle B. Metro Maubert-Mutualité.

Campagne d'abonnement 79

Cette année, nous devons gagner la bataille de la diffusion de *L'Humanité rouge*. Déjà, quelques pas ont été faits dans le sens d'une amélioration. Mais le principal reste à faire.

C'est pour cela que nous avons lancé, début novembre, la campagne d'abonnement 1979.

Cette campagne doit durer jusqu'en juin 1979. Nous ferons des rendez-vous tous les quinze jours pour faire le point.

Pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous publierons et publierons un classement par cellule d'une part et d'autre part nous proposerons des cadeaux (brochures, posters, livres, objets d'artisanat) aux lecteurs et camarades qui nous transmettront cinq, dix, quinze abonnements nouveaux de trois mois au moins (non valables pour les réabonnements) jusqu'au mois de juin 1979.

Des bulletins d'abonnements sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les réglements aux abonnements au fur et à mesure.

En avant pour gagner la bataille de la diffusion et des abonnements !

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge – Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal : 1er trimestre 1979

BREST

Un fait de répression syndicale

NOUS publions une interview de François Échardour, permanent CGT à Brest (secrétaire du syndicat de la Marine marchande). Présent chez un militant de la CGT lors d'une perquisition, son attitude lui a valu d'être inculpé par le parquet d'« *insultes à magistrat, d'entrave à l'exercice de la fonction de la gendarmerie* » et placé sous contrôle judiciaire fin octobre 1978 (Il s'agissait d'une affaire de vol de matériel aux Établissements Bellion : 14 employés sont licenciés en août, une centaine d'employés sur 300 ont été perquisitionnés).

Depuis cette interview, la chambre des mises en accusation a décidé (en décembre) un « assouplissement » du contrôle judiciaire, mais pas la suppression de cette mesure assez exceptionnelle et scandaleuse.

Quand la Transocean a versé 50 millions de dommages et intérêts à la CGT. François Echadour remet les chèques aux travailleurs.

— Q : F. Échardour, tu as un long passé de militant syndicaliste. Tu as connu les moments « forts » du mouvement ouvrier à Brest. Ce mouvement ouvrier a connu la répression à des degrés divers (mort d'Édouard Mazé, affaire Transocéan, etc.) Peux-tu nous en parler ?

Naturellement oui, j'ai vécu ces deux événements, mais il faut quand même préciser qu'il ne s'agit là que d'épisodes de la longue histoire du mouvement ouvrier brestois.

L'assassinat par la police d'E. Mazé le 17 avril 1950, et le nombre important de blessés par balle ou par matraquage étaient tous adhérents à la CGT. Il faut préciser que cette répression se faisait à la suite d'une longue grève des travailleurs du bâtiment et au refus du patronat de combat de ce secteur de négocier les justes revendications des travailleurs.

La journée du 17 avril 1950 où fut tué Édouard Mazé faisait suite à une puissante manifestation de la CGT en riposte à l'arrestation de la direction de l'union locale et d'un parlementaire communiste, Marie Lambert, il faut ajouter que lors des obsèques d'Édouard Mazé, plus de 80 mille personnes défilèrent dans les rues de Brest et que, quelques jours plus tard, les militants arrêtés étaient relâchés et les revendications des travailleurs du bâtiment satisfaites.

Pour ce qui concerne l'affaire Transocéan. La CGT minoritaire dans l'entreprise à la suite de 63 licenciements dont cinq délégués CGT, dut utiliser deux formes d'action, la première de masse, la deuxième juridique.

L'affaire commence en 1975 par l'annonce de 116 licenciements, par la suite il y eu de multiples actions de harcèlement entrainant une partie du personnel de l'usine et une masse importante de travailleurs brestois de tous les secteurs. En mars 1976, la direction de cette entreprise était mise en liquidation de biens et tout le personnel fut licencié.

L'action allait se poursuivre pour son redémarrage mais en vain. La crise dans le textile, le comportement d'un patron de combat du Moyen Age ne permettaient plus la remise en route de cet outil de travail qui avait été payé par les contribuables brestois (117 000 mètres carrés de terrain viabilisé à 4 F le mètre, cinq ans d'exonération de patente, 13 000 F par emploi créé, formation professionnelle gratuite, aides et subventions de toutes sortes dont 150 millions de l'ancienne municipalité brestoise). Ce patron de combat fut condamné par les tribunaux à une légère peine de prison avec sursis et une faible amende, mais les premiers travailleurs qui furent licenciés pour fait de grève le 7 mai 1975 viennent d'obtenir de la juridiction prud'hommale 50 millions de dommages et intérêts pour rupture abusive de leur contrat de travail. Voilà brièvement résumé ces deux conflits.

— Q : Aujourd'hui c'est toi qui est victime de la répression suite à l'affaire Bellion, comme on dit. Qu'est-ce que cette affaire ? Pourquoi as-tu été amené à défendre des personnes dans une affaire qui relève du droit commun et non de la revendication syndicale ?

Ce n'est pas la première fois que je suis victime de la répression, je l'ai été au moment de la guerre d'Algérie et d'Indochine pour m'être opposé à ces guerres coloniales, je le fus par la suite à de nombreuses reprises sous forme de répression patronale, par conséquent l'inculpation dont je suis l'objet ne me pose pas un problème nouveau. Cette inculpation n'a rien à voir avec ce que l'on appelle l'affaire Bellion, mais elle est intervenue lorque, en tant que représentant syndical, j'ai participé au contrôle d'une perquisition devant avoir lieu chez un militant de cette entreprise. Il ne faut pas oublier que cette perquisition effectuée par les gendarmes maritimes bien connus par les travailleurs de l'Arsenal de Brest avait été faite chez une centaine de personnes dans les conditions anormales et prenant souvent un caractère de provocation.

Par conséquent, on peut se poser la question. Où se situe l'affaire du droit commun et où commence l'affaire Bellion ?

Mon intervention apparait plus comme étant un soutien à un responsable CGT irréprochable et qui se trouvait en difficulté du fait des méthodes répressives utilisées jusque là.

— Q : Que te reproche-t-on exactement ?

Je suis inculpé d'insultes à magistrat et d'entrave à l'exercice de la fonction de la gendarmerie. J'ai contesté formellement ces accusations devant le juge d'instruction et je considère qu'il s'agit là d'une provocation montée de toutes pièces.

— Q : Tu es placé sous contrôle judiciaire. Peux-tu expliquer à quoi t'oblige cette procédure et pourquoi à ton avis te l'a-t-on appliquée ?

En effet, depuis le 25 octobre 1978, je suis placé sous contrôle judiciaire, en principe cela consiste :

— A répondre une fois par semaine au commissaire central de police ;

— A répondre à toute personne mandatée par je juge d'instruction y compris sur mes activité professionnelles ;

— A verser une caution de 1 000 F au greffier du tribunal.

Malgré plusieurs convocations je me suis formellement opposé à ce contrôle judiciaire le considérant comme arbitraire et vexatoire.

— Q : Cette mesure marque un pas important dans la répression antisyndicale à Brest (il n'y a pas de précédent relativement récent). Le syndicat CGT était-il prêt à affronter ce genre de mesures ?

A priori, il semble que cette forme de répression antisyndicale soit nouvelle à Brest, mais également dans le reste du pays. Il faut cependant préciser que cette mesure répressive fut votée par la majorité du Parlement lors du vote de la loi anti-casseur c'est-à-dire en 1970.

— Q : Le syndicat CGT était-il prêt à affronter ce genre de mesures ?

Je réponds que naturellement oui, car depuis 84 ans qu'elle existe dans des périodes plus troubles et plus difficiles que celles que nous connaissons aujourd'hui, la CGT a toujours fait front aux attaques d'où qu'elles pouvaient venir et j'ajouterai d'ailleurs que ceux qui ont tenté de porter atteinte à la CGT se sont pratiquement toujours « casser les dents » ce fut le cas pour le PDG de Transocéan, mais aussi pour des directions comme la CEMAT et MBC.

— Q : Où en est la procédure judiciaire ?

La chambre des mises en accusation de Rennes doit statuer sur le contrôle judiciaire le 7 décembre prochain. Quant à l'autre procédure, elle poursuit son cours au bon vouloir de la magistrature.

— Q : Quelle a été la riposte face à cette attaque antisyndicale ? Comment as-tu été soutenu ? Qu'est-il prévu maintenant pour mettre en échec la répression dont tu es victime ?

Dès le premier jour où je fus convoqué devant le procureur de la République, des délégations m'ont accompagné au tribunal. Par la suite à chaque phase il y a eu des délégations, des débrayages, manifestations devant le palais de justice de Brest. Le soutien s'est étendu et de nombreuses organisations politiques et démocratiques m'ont également apporté leur soutien. Il faut d'ailleurs préciser que depuis 1950, aucune manifestation syndicale n'avait eu lieu à Brest pour faire pression sur la magistrature.

Cette action ira en se développant au fur et à mesure de la procédure judiciaire.